

Compte-rendu de la consultation citoyenne sur l'Europe Saint-Paul-en-Jarez, mardi 16 octobre 2018

Le choix thèmes de débat a été fait par les participants aux moyens de petits bulletins déposés dans une urne où ils étaient libres d'inscrire la thématique qui les préoccupait ainsi que leurs éventuelles questions et attentes concernant ce sujet.

Les trois thèmes les plus cités ont ainsi fait l'objet d'un débat entre les participants. Les questions et réflexions inscrites sur les bulletins ont permis de lancer le débat. Quelques autres thèmes ont pu faire l'objet d'un bref débat à la fin de la consultation.

Thème 1 : l'Immigration : *"Comment maîtriser l'immigration?" "Migrants, que peut-on faire?" "La gestion des migrants par l'Europe" "Encadrer harmonieusement l'immigration" "Comment résoudre le problème de l'immigration au niveau de l'Union européenne?"*

- un premier participant propose de fermer les frontières ou de choisir les migrants.
- un second participant explique son "écœurement" face à la situation des bateaux transportant des migrants "dans une détresse incroyable" avec "une UE incapable de prendre une décision collective afin de régler cette situation". Il rappelle également que la France a déjà fait face à une pareille situation par le passé avec l'arrivée massive d'immigrés espagnols. Selon lui, chaque pays devrait accueillir un nombre de migrants proportionnellement à sa population.
- un autre participant pense qu'il "faut résoudre cela d'une façon harmonieuse". Selon lui, il s'agirait de "faire sauter un verrou, celui du pays limitrophe où arrive les réfugiés", les pays européens non directement concernés par l'arrivée massive de migrants doivent participer à l'accueil. Il dénonce une hypocrisie de la part de ces pays qui laissent seule l'Italie ou encore la Hongrie gérer cette situation.
- un participant estime que l'on doit d'abord s'occuper des sans domicile fixe.
- un autre participant lui répond que l'un n'empêche pas l'autre, ainsi certaines associations peuvent oeuvrer pour les SDF tandis que d'autres peuvent aider les migrants.
- un autre participant tient à rappeler les causes de cette immigration : "ces personnes essaient simplement de sauver leur peau en fuyant la guerre"
- un autre participant approuve ce rappel et propose d'apporter une aide financière aux pays d'origine des migrants qui fuient la guerre mais parfois aussi la misère économique.
- un participant estime qu'il faut porter assistance aux migrants et les intégrer.

"Comment les intégrer ?"

- pour un participant, cette intégration passe d'abord par l'apprentissage du français.
- un autre participant évoque une expérience réussie d'accueil de migrants dans un village de la Loire : Valfleury.
- un participant questionne la non harmonisation des aides financières aux migrants entre pays qui selon lui, conduisent à des flux inégaux entre pays, comme en Angleterre

"La répartition des migrants entre les différents pays de l'UE doit-elle se faire proportionnellement à la population des pays ou par rapport à la richesse nationale ?"

- un participant estime que cette répartition doit être effectuée en fonction du marché de la demande de travail et des compétences des migrants, dont certains ont des qualifications qui ne sont pas mises à profit dans la pays d'accueil. Par ailleurs, tous les pays n'ont pas les mêmes besoins en terme de main d'œuvre.

- un autre participant évoque le cas de l'Italie qui certes accueille beaucoup de migrants mais y trouve également une main d'œuvre bon marché pour ses exploitations agricoles.

Synthèse des propositions et attentes sur "l'immigration et l'Europe" :

Pour la majorité des participants au débat, l'Europe a un devoir d'accueil des migrants qui fuient la guerre ou la misère économique de leur pays d'origine. Cet accueil ne doit pas seulement reposer sur les pays européens d'arrivée mais sur l'ensemble des États-membres, proportionnellement à leur population mais également au regard de leurs besoins en terme d'emploi et éventuellement des compétences des personnes concernées. Les États-membres devraient également pouvoir harmoniser leurs aides financières en matière d'accueil afin de ne pas déséquilibrer les flux. L'intégration des migrants passe également par l'apprentissage de la langue du pays. Il s'agit aussi d'apporter une aide économique en amont aux pays d'origine et d'œuvrer pour la paix afin d'éviter les conflits qui poussent les personnes à quitter leur pays.

Thème 2 : Réglementation européenne :

Travail : *"Uniformiser le droit du travail afin d'éviter le dumping social "la guerre des pauvres""*

Fiscalité : *"Rechercher l'uniformisation de la fiscalité afin d'éviter les paradis fiscaux dont certains sont au sein de l'Europe"*

"Faire des actions contre les paradis fiscaux"

Social : *"Répartition des richesses de la Terre entre les pauvres et les riches ? "*

- un premier participant évoque les travailleurs détachés et se demande pourquoi la réglementation n'y intègre pas les chauffeurs routiers, il explique que les "autoroutes sont (ainsi) pleines de camions qui transportent la misère". Il est nécessaire selon lui, d'intégrer les routiers au système des travailleurs détachés.
- un second participant met en avant les difficultés dues à la variété des réglementations entre chaque pays comme le temps de travail/repos, le tonnage des camions ou encore les limitations de vitesse qui ne facilitent pas le travail des chauffeurs routiers qui doivent les respecter sans toujours les connaître.
- un autre participant abonde dans le même sens et pense qu'il faudrait également harmoniser les salaires. Il prend pour exemple le salaire des ressortissants roumains rémunérés 1000 ou 500 euros par mois, ce qui pénalisent les entreprises françaises. Selon lui, "il faut s'attaquer à l'esclavage moderne"

"Une harmonisation nécessite de définir un niveau. Accepteriez-vous une diminution de vos droits ?"

- pour un participant, cette question interpelle la composition très hétéroclite de l'Union européenne avec de véritables différences entre les pays du nord, les pays méditerranéens et les pays de l'ex union soviétique dont les conceptions sont très éloignées du fait de leur vécus très différents.
- un autre participant tient à souligner que la situation a beaucoup évolué au sein des pays ayant intégré l'Union européenne et les écarts se réduisent au fur et à mesure. Il explique que plus le niveau de vie s'élève, plus il sera facile de tendre vers l'harmonisation fiscale ou sociale.
- un participant explique que les impôts constituent le socle de financement des systèmes éducatifs et de soins. Or, l'ensemble des États-membres n'ont pas les mêmes capacités en la matière. Une harmonisation des prestations sociales faciliterait l'harmonisation fiscale et

permettrait de limiter les migrations entre pays membres.

"Urgent : créer un droit européen des associations (un moyen très efficace pour le rapprochement de la société civile)"

- un participant estime qu'un travail d'harmonisation est envisageable dans certains domaines, sans difficulté particulière. Il trouve aberrant par exemple qu'il n'existe pas de possibilité de créer des associations avec un statut européen. L'existence de telles associations permettrait de rapprocher la société civile, il déplore le manque de possibilité pour les citoyens européens en la matière.

Synthèse des propositions et attentes sur "la réglementation européenne" :

La majorité des participants pensent qu'il faut davantage harmoniser les réglementations entre les États-membres qu'il s'agisse de la fiscalité, du droit du travail ou encore le niveau des prestations sociales. Si l'intégration de nouveaux États-membres a permis une élévation des niveaux de vie et un rapprochement progressif, des différences importantes subsistent et engendrent des flux de personnes entre les pays. Les règles relatives au transport routier doivent pouvoir faire l'objet d'une harmonisation au niveau de l'Union européenne. ce domaine ne doit pas être exclu de la question des travailleurs détachés. Le travail d'harmonisation des réglementations pourrait prendre comme point de départ des domaines plus consensuels tels que les associations. Il s'agirait par exemple d'élaborer un statut permettant de créer des associations au niveau européen.

Thème 3 : la montée des populismes en Europe : *"L'Europe peut-elle s'inquiéter de la montée des populismes?" "Comment se préserver du populisme?" "le Brexit et la montée des populismes : facteur de délitement ?"*

Qu'entendez-vous par populisme ? Quelles solutions ?

- un participant explique que les difficultés d'harmonisation avec 28 pays aux histoires très différentes facilitent la montée des populismes, tout comme la circulation accélérée des idées et des personnes qui participent également à sa diffusion.

Ces populismes sont-ils les mêmes ?

- pour un participant, les populismes ont une source différente selon les pays mais ils se rejoignent aujourd'hui contre l'Europe.
- un autre participant donne l'exemple des populistes au pouvoir en Italie qui selon lui se composent d'un conglomérat de personnes contre l'import et de personnes anti-migrants
- un autre participant partage cette idée de conglomérat et analyse cet attrait comme une réaction des citoyens face aux sentiments de ne pas être entendus par les élites. Il cite l'exemple du référendum de 2005 sur le projet de "Constitution européenne" qui malgré le non français a donné lieu au Traité de Lisbonne. La montée du populisme constitue selon lui, une réaction au manque de démocratie.

Que peut faire l'UE pour éviter la montée des populismes ?

- pour un participant, l'existence et le développement du programme ERASMUS constitue un bon moyen pour se préserver des populismes. Selon lui, ce programme "permet aux jeunes générations de ne plus seulement raisonner France mais Europe" avec parfois le désir de

s'installer dans un autres États-membres. L'échange entre les citoyens de différents États-membres doit être développer et l'apprentissage des langues renforcé.

- pour un autre participant, il faut également donner aux citoyens de nouveaux moyens d'expression en dehors des systèmes classiques d'expression tel que le suffrage.
- un autre participant explique que les ouvriers n'ayant pas de lobbies pour les représenter, ils se tournent vers le populisme.
- un autre participant suggère d'établir des règles au niveau européen de manière à interdire tout pays ne répondant pas aux normes démocratiques.

Synthèse des propositions et attentes sur "la montée des populismes en Europe" :

Selon les participants, l'existence de différences entre les pays qui composent l'UE favorise la montée des populismes tout comme la circulation plus rapides des personnes et des idées. Il s'agit d'un moyen d'expression pour certains citoyens en réaction au sentiment de ne pas être pris en compte par les gouvernants. Selon eux, il serait nécessaire d'offrir aux citoyens européens de nouveaux moyens d'expression. Il serait également intéressant, en parallèle, de continuer à développer des programmes tel qu'ERASMUS favorisant les échanges interculturels entre les différents pays de l'UE.

Le Brexit : qu'en pensez-vous ?

- un participant explique qu'en fonction de son déroulement, d'autres pays européens pourraient être amenés à engager cette démarche.
- un autre participant explique que la sortie du Royaume-Uni de l'UE ne se fera pas sans difficultés et qu'il est facile d'accuser l'Europe
- un autre participant abonde dans ce sens en expliquant que la campagne pour le Brexit était davantage liée à des questions internes de pouvoir et à une stratégie électorale.
- pour un participant quelque soit l'origine de cette décision, cela fragilise l'Europe.

L'élargissement de l'UE : qu'en pensez-vous ? Faut-il continuer ou s'arrêter ?

- pour un premier participant, il est nécessaire d'arrêter l'élargissement parce que les pays membres sont déjà trop nombreux et éprouvent déjà des difficultés.
- pour un autre participant, il faut continuer mais trouver un autre système car le système de fonctionnement actuel est conçu pour 12 États-membres et ne lui paraît pas adapté pour 28 Etats-membres ou plus